

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MERCREDI 20 AVRIL 2022**

| NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9 | | |
|--|-------------|---------|
| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
| 12 | 0 | 4 |
| OBJET DE LA DECISION N° 22/258 VOIRIE - EMBLACEMENT RESERVE N°84 COMMUNE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES - ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION AE N°766 SISE CHEMIN DE LA CAILLERE - AUTORISATION DE SIGNATURE | | |

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Christian SIMON, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/258

BUREAU DU 20 AVRIL 2022

**O B J E T : VOIRIE - EMPLACEMENT RESERVE N°84 COMMUNE
DE SIX-FOURS-LES-PLAGES - ACQUISITION DE LA
PARCELLE CADASTREE SECTION AE N°766 SISE
CHEMIN DE LA CAILLERE - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5217-2
relatif à la compétence en matière de création, aménagement et entretien de la
voirie,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 en date du 16 décembre 2021 portant délégations au
Président et au Bureau,

VU le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Six-Fours-les-Plages et notamment l'Emplacement Réservé (E.R.) n°84 destiné à l'élargissement à 6 mètres du chemin de la Caillère au chemin Lombard,

VU l'avis favorable des propriétaires indivis,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite acquérir à Six-Fours-les-Plages, chemin de la Caillère, la parcelle cadastrée section AE numéro 766, d'une superficie de 421 m², afin de permettre l'élargissement dudit chemin à 6 mètres conformément à la destination de l'Emplacement Réservé n°84,

CONSIDERANT les consentements de Monsieur AUJALEU Jacques par courrier reçu le 28 septembre 2021, de Monsieur PAPAIZAN Bernard par courrier reçu le 28 mai 2021 et de Monsieur CAPEL Pierre reçu par courrier du 28 septembre 2021, propriétaires indivis, pour la cession de leur propriété non bâtie, sise à Six-Fours-les-Plages, chemin de la Caillère, cadastrée section AE numéro 766, d'une superficie de 421 m², pour un montant total de vingt-trois mille quatre cents euros (23 400 €), soit sept mille huit cents euros (7 800 €) par propriétaire indivis,

CONSIDERANT que le montant de l'acquisition est inférieur au seuil de saisine du service du Domaine,

Et, après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ACQUERIR auprès de Monsieur AUJALEU Jacques, Monsieur PAPAIZAN Bernard et Monsieur CAPEL Pierre, la parcelle sise à Six-Fours-les-Plages, chemin de la Caillère, cadastrée AE n°766 pour un montant total de vingt-trois mille quatre cents euros (23 400 €), à répartir, soit sept mille huit cents euros (7 800 €) par indivis.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur Hubert FALCO, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'une part à signer l'acte notarié à intervenir ainsi que tous les documents annexes nécessaires, d'autre part à payer la somme de vingt- trois mille quatre cents euros (23 400 €), à répartir, soit sept mille huit cents euros (7 800 €) par indivis correspondant au prix d'acquisition ainsi que tous les frais y afférents.

ARTICLE 4

DE DESIGNER Maître MUGARRA Thibault, notaire à Six-Fours-les-Plages, en vue de la rédaction de l'ensemble des documents nécessaires à cet acte.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits sont inscrits sur le Budget Principal 2022, opération 61001, voiries ex-communales, chapitre 21, article 2111, terrains nus.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 20 avril 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

| | |
|------------|----|
| POUR | 12 |
| CONTRE | 0 |
| ABSTENTION | 0 |

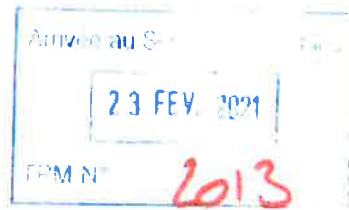


Sire Fours les 1 Jagers, le 22 Février 2021

ALIALEU Jacques
135 rue Lombard
83140 Sire Fours les Jagers

à Madame Valérie PNECHT
Directeur Général des Services
TOUR DE PROVENCE MEDITERRANEE

votre Ref: 6020/HF/17/CW/CH/HF
LL/FL/2014
construit du 15/5/2019
objet: cession de terrain en Adjudication



Madame,

Je donne suite à votre lettre du 28 décembre 2020.

Etant donné la valeur du terrain actuellement à Sire Fours et renseignements pris auprès d'agences immobilières, la proposition d'achat par TPM serait sous-évaluée. Cette proposition date de 2018, il serait inhabituel de voir à la même le montant au moins pour un bien supérieur, si la réalisation du projet devait être effective dans un proche avenir. Bien que cette bande de terre ne soit pas considérée comme terrain à bâtir ni comme terrain cultivable il n'en demeure pas moins que sa valeur moyenne doit être la plus proche de la réalité.

D'autre part, en ce qui concerne la reconstruction du mur, vous me rappelez le règlement du PLU à Sire Fours, précisant que ce dit mur ne devra pas dépasser 0,60m de hauteur surmonté d'un grillage de 1m de hauteur. Il s'agit que le mur reconstruit par l'actuel propriétaire du lot n° 502, à la suite de l'éboulement du mur ancien, mesure 1,60m de hauteur à la limite séparative des lots n° 503 (de gauche) et n° 502, surmonté d'un grillage de 1m de hauteur, ce qui donne une hauteur totale de 2,60m. Il serait illogique de s'imposer le règlement du PLU alors qu'effectivement, ce règlement n'a pas été respecté par le propriétaire du lot n° 502. Reste à déterminer si ce mur a été édifié à la bonne distance et après concertation ou non avec la mairie. Sur mon lot, la continuité du mur à la même hauteur et peut être sur la même alignement, à vérifier. Je ne puis pas que la mairie s'oppose à la reconstruction d'un mur à la hauteur réglementaire, d'autant plus que la charge d'entretien de la voirie ne peut pas être supportée longtemps par des murs de même nature et que dans le futur, tout assainissement ne peut voir des murs

Les gens de la hauteur bien inférieure à celle-ci, autour des villages et dans aucun pays, signalent la nature des traverses.

Je ne vois pas l'utilité d'ajouter un grillage sur la reconstruction du mur.

Si vous jugez bon d'accéder à ce qui est du domaine du réalisable, j'adhérerai volontiers à votre nouvelle proposition d'offrir la dépense que les deux autres propriétaires endossent sur vous faire traverser.

Comptant sur votre bonne compréhension, je vous prie de croire, madame, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

 J. H. A. A. A.

Toulon, le 11 MAI 2021

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée

à

Monsieur Bernard PAPA ZIAN
72 Chemin de la Pointe Grise
Vent du Sud
83110 - SANARY-SUR-MER

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

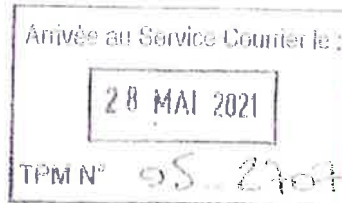
Affaire suivie par :

Finances et Moyens
Claude WEISSE
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Claire HUMMEL
Service Action Foncière
Michel MANDELLI

Contact :
Service Affaires Foncières
Tél : 04.94.34.93.36

NIREF : 2021/HFNP/CW/CHJMF/LL/FL/ 02 393
VIREF : Ma lettre du 28/12/2020

Objet: Modalités de cession de la parcelle cadastrée sur la
Commune de Six-Fours-les-Plages AE n°766



Monsieur,

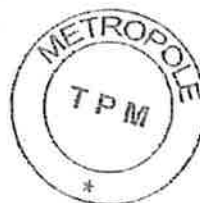
Faisant suite à notre courrier de relance en date du 28 décembre 2020 à propos de la cession de la parcelle cadastrée sur la Commune de Six-Fours-les-Plages section AE n°766 et aux pourparlers s'étant tenus avec Monsieur Jacques AUJALEU, co-indivisaire de ce terrain, je vous informe que la proposition d'achat s'est vue réévaluée au prix global de 23.400 €, soit 7.800 € par propriétaire indivis.

Dès lors, dans le but d'aboutir sur ce dossier je vous saurai gré de bien vouloir nous transmettre votre accord écrit sur cette nouvelle proposition.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Bon pour accord
pour la somme de
7800 € par propriétaire indivis

Pour le Président et par délégation
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services



Hôtel de la Métropole 107 boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 Toulon Cedex 9
Téléphone : 04 94 93 83 00 Télécopie : 04 94 93 83 83 E-mail : contact@metropoleTPM.fr

Bernard PAPA ZIAN

1077 CHEMIN DE CAVUS

23 Ave Six Fours

DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES TECHNIQUES
Arrivée le 28/09/2021
N° 2154

Objet : Cession de terrain rue Audibert

Madame, monsieur, bonjour,

Je viens par cette lettre vous renouveler mon accord de céder au service des affaires foncières de TPM, aux conditions et prix qui m'a été proposé dans vos courriers de 8 septembre 2021

Cette cession concerne un terrain de 421m² nous appartenant en indivision avec 2 autres propriétaires, terrain situé à Six-fours, rue Audibert, section du cadastre AE n°766, emplacement réservé n°84 pour élargissement de la rue.

Salutations distinguées.

CAROL ROBERT 

Le 23 Septembre 2021

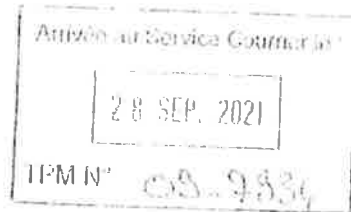
Six Fours les Plages, le 28 septembre 2021

AUJALEU Jacques
135 rue Lombard
83140 Six Fours les Plages

à Madame Valérie PÉCHET
Directeur Général des Services
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

votre référence : M/VP/CW/CH/JHF/
courrier du 15/05/2019

obj : demande cession de terrain
rue Audibert



Madame,

Du fait d'une longue absence de mon domicile, je n'ai pu prendre connaissance de votre lettre de relance, datée du 8 septembre 2021, concernant la cession de terrain rue Audibert à Six Fours les Plages, que ce jour 28 septembre 2021. Bien avant de recevoir votre courrier du 14 mai 2021, j'avais déjà répondu par lettre en date du 22 février 2021 dont photocopie ci-jointe, pour donner mon accord de principe sur la réalisation du projet. Je vous assure, depuis, d'avoir très voulu réévaluer la valeur du terrain à céder.

Dans l'hypothèse du mur à reconstruire, s'il est impératif que les règles du PLU à Six Fours s'appliquent à tous les administrés, il faut donc commencer par obliger ceux qui ont briché, sans contrôle apparent, avec ou sans la bénédiction des services techniques de la mairie, à démolir tous les murs érigés illégalement et sans permis préalable la nature des travaux. Un constat d'huissier s'avérerait nécessaire. Afin de respecter l'uniformité de l'ensemble, je maintiens ce qui est énoncé dans ma lettre du 22 fév 2021. Je ne comprendrais pas que les murs entourant ma propriété mesurent différentes hauteurs. Je rappelle simplement que le mur reconstruit par l'actuel propriétaire du lot n° 502 mesure en limite séparative du lot n° 503 (le mien) et du lot n° 502 (le voisin) 1,60m de hauteur surmonté d'un grillage de 1m, soit une hauteur totale de 2,60m, vérifiable à tous moments. Ce mur a été construit à l'horizontale sans tenir compte de la déclivité du terrain. Reste à déterminer si ce mur a été érigé à distance réglementaire afin que le mur qui sera reconstruit en bordure de ma propriété soit dans l'alignement ou pas. Également et tout récemment, indépendant du lotissement, un autre voisin dont la propriété est limitrophe à la mienne a volontairement détruit un mur de clôture d'1,60m de hauteur et l'a reconstruit en l'améliorant, sur 1,70m de hauteur. Alors pourquoi deux poids deux mesures ?

J'apprécie votre souci de faire appliquer le règlement et je serais pleinement à votre service, toutefois étant donné la situation, dans le cas présent, une tolérance doit être permise. Je fais appel à votre bonne compréhension et vous prie de croire, madame, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

J. AUJALEU

T/SXP
000/000

P.S

Je substituerai certainement les réponses des deux autres hospitalités existantes à ceux-ci, mais en la absence de vous contacter. De toutes manières leurs lots ayant été vendus et revendus, l'actualité ne signifie pas les conventions. Je suis le seul à rester dans mon lot d'origine et à le conserver.



